

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Le-Russie-gate-une-nouvelle-forme-de-Maccarthysme>

Le Russie gate, une nouvelle forme de Maccarthysme

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mercredi 31 mai 2017

Description :

Russophobie primaire

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Exclusif : les cauchemars des défenseurs des libertés individuelles au sujet de l'État espion deviennent réalité, mais puisque les victimes sont d'anciens conseillers de Trump, beaucoup des militants de ces mouvements sont ici étonnamment silencieux, écrit Robert Parry.

Le Congrès exige de plusieurs conseillers de la campagne Trump des informations sur leur vie privée et leurs affaires, voilà qui prouve à quel point l'enquête sur le Russia-gate ne cesse de prendre de l'importance jusqu'à se transformer en un nouveau type de maccarthysme portant atteinte aux libertés du citoyen, comme la liberté de parole et la liberté d'association.

On avait d'abord pensé que les enquêtes du Congrès et autres allaient se concentrer sur des problèmes spécifiques autour de la présumée ingérence russe dans l'élection de 2016. Ainsi on aurait pu chercher à savoir si un intermédiaire de Trump avait, d'une façon ou d'une autre, fait passer à *WikiLeaks* des mails dérobés aux Démocrates pour que cette organisation les publie sur le net.

WikiLeaks nie avoir reçu des Russes les mails qui ont fuité et la campagne et Trump nie avoir conspiré avec les Russes, ce qui n'a pas empêché les chefs du renseignement du président Obama de prétendre que les agents russes avaient piraté les mails avant de les faire passer par des intermédiaires à *WikiLeaks*, même si aucune preuve de ces agissements n'a, jusqu'à présent, été rendue publique.

Cependant, au lieu de se concentrer sur cette question centrale, le Sénat, semble-t-il, va à la pêche aux informations en enquêtant sur quasiment tous les contacts entre les conseillers de Trump et des Russes, susceptibles d'avoir ou non des liens avec le gouvernement. Le nombre des renseignements exigés est tel que les enquêteurs pourraient piéger leurs cibles, en interprétant comme obstruction à une enquête officielle l'omission, intentionnelle ou non, d'un nom ou d'un contact.

Par exemple, le comité sénatorial du renseignement a exigé de Carter Page, l'ancien conseiller en politique étrangère de Trump, qui fait de nombreuses affaires avec la Russie et a de nombreux contacts personnels dans le pays, qu'il fournisse le nom et des informations à propos de quasiment toutes les personnes contactées au cours de cette période de dix huit mois et susceptibles d'être des responsables russes ou liées, d'une façon ou d'une autre, avec des entreprises russes.

Dans une lettre datée du 28 avril, le responsable Républicain du comité, Richard Burr de la Caroline du Nord et le responsable Démocrate Mark Warner de Virginie, ont donné à Page jusqu'au 9 mai pour fournir : « une liste de toutes vos rencontres avec un officiel russe ou un représentant d'intérêts de firmes russes entre le 16 juin 2015 et le 20 janvier 2017. Pour chacune de ces rencontres, vous devrez indiquer la date, l'heure, le lieu, le nom de toutes les personnes présentes et inclure des copies des notes prises par vous ou pour vous. »

Rencontres avec les membres de la campagne

En outre, le Comité a fixé la date limite du 19 mai pour que lui soit également fournie : « Une liste de toutes les rencontres dont vous avez eu connaissance entre un membre de la campagne Trump et tout responsable russe ou représentant d'intérêts de firmes russes, qui se sont déroulées entre le 16 juin 2015 et le 20 janvier 2017. Pour chaque rencontre de la liste, vous devrez indiquer la date, l'heure, le lieu et le nom de toutes les personnes

présentes. »

Pour le 19 mai aussi, le Comité a exigé que soient fournis : « tous les enregistrements de communications électroniques telles que mails ou textos, toute la correspondance manuscrite et les enregistrements des appels téléphoniques, qui ont eu lieu entre le 16 juin 2015 et le 20 janvier 2017, entre vous-même et tout responsable russe ou représentant d'intérêts de firmes russes.

« Tous les enregistrements de communications électroniques telles que mails ou textos, toute la correspondance manuscrite, et les enregistrements d'appels téléphoniques ayant un rapport quelconque avec la Russie, qui ont eu lieu entre vous et des membres et conseillers de la campagne Trump. »

« Toutes les informations relatives à vos avoirs financiers et immobiliers en lien avec la Russie entre le 16 juin 2015 et le 20 juillet 2017, dont les valeurs mobilières ou les biens immobiliers que vous avez vendus ou dont vous vous êtes séparés durant cette période. »

Des demandes d'information similaires auraient été adressées à d'autres conseillers de la campagne Trump comme Roger Stone, Paul Manafort et Michael Flynn.

Page a énormément de relations commerciales avec la Russie où il a d'ailleurs vécu plusieurs années, ce qui assimile ces considérables demandes d'information à une façon de piéger, pour faux témoignage, la personne concernée. En effet, même si Page faisait de son mieux pour fournir la liste de tous ses contacts réels, téléphoniques et mails, il oublierait forcément quelque chose ou quelqu'un, ce qui l'amènerait à être poursuivi pour avoir fait obstruction à l'enquête ou pour avoir menti aux enquêteurs.

Un mandat FISA

[Foreign Intelligence Surveillance Act]

En outre, puisque l'administration Obama est censée avoir obtenu, l'été dernier, un mandat FISA contre Page grâce à la loi sur la surveillance et le renseignement étranger, le gouvernement états-unien a probablement plus d'informations sur les contacts de Page et ses communications que l'intéressé lui-même, ce qui fait courir à ce dernier, d'un point de vue juridique, un risque bien plus élevé d'omission.

Le mandat FISA aurait été obtenu, en partie, en raison d'un discours prononcé par Page, en Russie, le 7 juillet 2016, discours qui exprimait une critique modérée de la politique étrangère des États-Unis envers les pays de l'ex-Union soviétique. Cette enquête du FBI, qui a commencé fin juillet, s'est étendue depuis, de manière bien plus vaste, aux membres de la campagne présidentielle de Trump qui peuvent avoir des liens avec la Russie.

Dans un article sur les origines de l'enquête visant Page et d'autres conseillers de Trump, le *New York Times* a présenté le discours prononcé par Page à la Nouvelle école économique de Moscou en juillet comme une critique de « la politique US vis-à-vis de la Russie en des termes qui faisaient écho à ceux du président Poutine ».

Le *Times* a alors cité une ligne du discours de Page : « Washington et les autres capitales occidentales ont fait obstacle à des progrès possibles en se concentrant, souvent de façon hypocrite, sur des idées comme la démocratisation, l'inégalité, la corruption et le changement de régime. »

Les auteurs de l'article, Scott Shane, Mark Mazzetti et Adam Goldman ajoutent : « Ses remarques [celles de Page] coïncidaient avec l'opinion positive qu'a M. Trump du président russe, ce qui a conduit à spéculer sur ce que M. Trump pouvait bien voir en M. Poutine, accusé en général aux États-Unis d'être un implacable autocrate anti-occidental. »

En réalité, le discours de Page était beaucoup plus nuancé que ce que le *Times* a bien voulu en rapporter. Il soulignait surtout que le passage précipité, dans l'ex-Union soviétique, d'une économie contrôlée par l'État à une économie de marché, avait eu des effets pervers, notamment l'augmentation de la corruption.

« Comme l'État continuait à dominer et qu'en même temps, s'ouvraient de nouveaux marchés, à la suite du démantèlement de l'Union soviétique, les membres de ces sociétés ont mis au point des méthodes et des moyens qui leur ont permis de survivre grâce à la corruption », a déclaré Page, en ajoutant que l'Occident n'était pas sans rencontrer, lui aussi, ce genre de problèmes.

« Ces approches rappellent plusieurs formes de corruption que l'on trouve parfois dans les sociétés occidentales. Certaines peuvent être explicites comme le scandale Madoff dans le monde de la finance et l'*affaire Enron* dans celui de l'énergie, tandis que d'autres sont plus subtiles comme les injustices sociales mises en lumière par le mouvement *Occupy Wall Street*. »

En d'autres termes, les commentaires de Page s'inscrivent dans une évaluation raisonnable des problèmes auxquels ont été confrontés les pays de l'ex-Union soviétique. Page a aussi admis que l'Occident, malgré son attitude moralisatrice envers les pays moins développés, avait des soucis, lui aussi, avec la corruption aussi bien dans sa forme explicite, passible de poursuites, que dans une forme plus subtile qu'on retrouve dans les machinations de Wall Street. Après tout, la crise financière de 2008 n'a-t-elle pas dépouillé de milliers de milliards de dollars les citoyens de base tant usaméricains qu'européens, en les délestant de leurs actifs et en leur faisant payer le coût des renflouements gouvernementaux ?

Un écho à Poutine ?

Pour le *New York Times*, notons-le, les remarques de Page font « écho à la position de Vladimir V. Poutine », ce qui laisse entendre que Page, un ancien officier de marine états-unien, faisait preuve, quelque part, de déloyauté.

Les opinions de Page exprimées dans ce discours ont, à ce que suggère le *New York Times*, contribué à la décision de l'administration Obama d'obtenir un mandat FISA qui a permis au gouvernement américain de surveiller ses communications comme agent potentiel d'une puissance étrangère.

Normalement, les défenseurs des libertés individuelles devraient s'émouvoir d'une démarche gouvernementale aussi intrusive contre un citoyen au prétexte qu'il exprime ses opinions, que celles-ci fassent écho ou non aux vues du président Poutine. Cependant, comme Page a été brièvement conseiller de politique étrangère de Trump, et que beaucoup des défenseurs des libertés du citoyen font partie de #Resistance à Trump en raison des menaces que ce dernier ferait peser sur les libertés, ils sont tous restés extraordinairement silencieux sur le traitement maccarthyste auquel étaient soumis Page et d'autres conseillers de Trump.

Le général de corps d'armée à la retraite, Michael Flynn, qui a été brièvement conseiller à la sécurité nationale du président Trump, a déjà eu un aperçu de la façon dont les autorités de surveillance du gouvernement des États-Unis peuvent piéger un citoyen et lui faire commettre un délit passible de poursuites, comme mentir à des enquêteurs ou

faire obstruction à la justice.

Le 29 décembre 2016, plusieurs semaines avant l'investiture de Trump, Flynn, alors en vacances en République dominicaine, a répondu à un appel téléphonique de l'ambassadeur russe Sergueï Kislyak lors duquel ils ont, semble-t-il, discuté de la montée des tensions entre Washington et Moscou, alors que les écoutaient, à leur insu, des responsables du renseignement des États-Unis.

Comme Flynn ne faisait pas officiellement partie du gouvernement au moment de cet appel, les fonctionnaires du ministère de la Justice de l'administration Obama ont concocté un prétexte pour ouvrir une enquête criminelle en invoquant la loi Logan, adoptée en 1799 pour défendre aux citoyens non autorisés de négocier avec des gouvernements étrangers mais qui n'a jamais été utilisée pour condamner qui que ce soit. Cette loi est, en outre, d'une constitutionnalité douteuse et n'a sûrement jamais été destinée à s'appliquer aux conseillers d'un président élu.

Cependant, sur la base de ce prétexte peu convaincant, les agents du FBI - avec une transcription de l'interception électronique de l'appel téléphonique entre Kislyak et Flynn ont mis à l'épreuve la mémoire de Flynn sur la conversation et ont trouvé ses souvenirs incomplets. Flynn a également été critiqué pour avoir donné une conférence payée en 2015, lors d'un dîner à Moscou rendant hommage au dixième anniversaire de la station de télévision russe RT. Sous la pression politique et médiatique, le président Trump a renvoyé Flynn.

Le Nouveau Maccarthysme

Ainsi, alors que l'on peut légitimement critiquer le jugement de Flynn, la grande question de liberté civile que pose l'enquête sur le *Russia-gate* est la perspective de criminaliser des contacts dans un autre contexte inoffensifs avec la Russie et de punir les citoyens américains de leur résistance à la Nouvelle Guerre froide

De nombreux démocrates, des libéraux et même des progressistes semblent enthousiasmés par la perspective de brandir ce nouveau maccarthysme contre les conseillers de Trump dans l'espoir que le *Russia-gate* puisse devenir une affaire menant à la destitution de Trump.

Mais le précédent ainsi mis en place pourrait se révéler très dangereux à long terme. Si les Usaméricains peuvent être soumis à des mandats intrusifs de la part du FISA pour s'être rendus à l'étranger et avoir critiqué des politiques américaines ou si des appels téléphoniques interceptés peuvent être utilisés pour tester les souvenirs des citoyens lors d'interrogatoires par le FBI, nombre d'avertissements des défenseurs des libertés civiles sur les dangers d'une application large du droit de surveillance dans la « *guerre contre le terrorisme* », pourraient devenir réels.

Après avoir pris connaissance des requêtes radicales du Congrès au sujet des documents et autres données, Carter Page, consultant de l'industrie pétrolière, qui a de nombreux contacts étrangers, y compris en Russie, a répondu en prenant note de la surveillance déclarée à laquelle la FISA l'avait soumis, en écrivant aux sénateurs Burr et Warner :

« Je reste déterminé à aider le Comité sénatorial sur le renseignement dans toute la mesure de mes moyens. Mais, je vous prie de noter que tous les enregistrements que je pourrais avoir effectués en tant que simple citoyen disposant de ressources technologiques limitées seront peu de chose comparés à la base de données complète qui a déjà été recueillie sous la direction de l'administration Obama au cours du mandat FISA complètement injustifié de l'année dernière, qui m'a pris pour cible pour avoir exercé mes droits du premier amendement, tant en 2016 que lors des années précédentes. »

« En tant que premier de la liste dans cette résurgence de la chasse aux sorcières que suggèrent les tâches fastidieuses définies dans votre... lettre, je vous prie de commencer par partager [avec moi] les informations que vous avez actuellement... En se fondant sur la base de données d'informations personnelles déjà recueillies au cours de l'opération intérieure de renseignement politique de l'administration Obama qui aurait débuté l'année dernière, il semble clair que beaucoup des lourdes tâches que vous m'avez assignées ont probablement déjà été largement menées à leur terme. »

« En tant que simple individu, je peux vous assurer que mes capacités administratives personnelles sont dérisoires à côté de la force de frappe bureaucratique que représente le personnel nombreux des branches exécutives, législatives et judiciaires du gouvernement des États-Unis qui est apparemment impliqué dans cette surveillance abusive depuis de longs mois. »

Justifiée ou pas, la surveillance de la FISA de Page - et donc d'autres personnes qu'il a contactées - peut servir de base à certaines accusations criminelles contre lui. On peut coincer d'autres conseillers de Trump pour divers délits procéduraux, comme des rapports non correctement réalisés, avec le *Foreign Agents Registration Act* [Loi sur l'enregistrement des agents étrangers], une autre loi qui s'applique de façon sélective principalement contre les personnes sans soutien politique.

Dans une interview vendredi, Page m'a dit qu'il était un petit joueur qui n'avait violé aucune loi, mais qui était devenu une cible « évidente » dans les tentatives de l'administration Obama pour saper la campagne de Trump.

« Je n'ai pas de protection [politique] et j'ai de vrais liens, profonds, avec les Russes », a-t-il affirmé avant d'ajouter que s'il voulait obéir aux injonctions du Sénat, il devrait passer en revue « des milliers de mails et des centaines d'appels téléphoniques... Cette affaire est un défi à toute logique, à tout bon sens ».

Mais, en réalité, dans le microcosme de Washington, une fois que la pression monte autour d'un « scandale », quelqu'un doit être condamné pour quelque chose, sinon tous les gros bonnets qui sont intervenus dans « l'affaire » auraient l'air stupide. Dans le *Russia-gate*, cependant, d'importants principes touchant le droit à une opinion dissidente, le droit au respect de la vie privée et le droit d'association sont, en ce moment, foulés aux pieds. »

Robert Parry* pour [Consortium News](#)

[Consortium News](#). Usa, le 7 mai 2017

* **Robert Parry**, est un journaliste d'investigation, principalement connu pour la divulgation et le suivi de l'[Affaire Iran-Contra](#) pour l'Associated Press et Newsweek. Il est aussi l'auteur de « *America's Stolen Narrative : From Washington and Madison to Nixon, Reagan and the Bushes to Obama* ». [Consortium](#), 2012, 236 p. (ISBN 978-1893517059) et fondateur de Consortiumnews.com